



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 07/07/2023

Reçu en préfecture le 07/07/2023

Publié le

S²LOW

ID : 076-217604479-20230705-M_DL230703_116-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le trois juillet à 19 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 27 juin 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 26

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Catherine OMONT, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6

Eric LE FEVRE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Pascale GALAIS donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Aline MARECHAL donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Aliké PERENDOUKOU donne pouvoir à Aurélien LECACHEUR
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1


Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSEIL MUNICIPAL du 3 juillet 2023

Envoyé en préfecture le 07/07/2023
Reçu en préfecture le 07/07/2023
Publié le 
ID : 076-217604479-20230705-M_DL230703_116-DE

M_DL230703_116

SERVICES TECHNIQUES - CONVENTION RELATIVE A LA POSE D'UN RECEPTEUR DE TELERELEVE SUR LE TOIT DE BATIMENTS PUBLICS

Monsieur Yannick LE COQ, Adjoint au Maire – Dans le cadre de la modernisation du système permettant la relève des compteurs d'eau, la société SUEZ s'est vu confier la mise au point et le déploiement d'un dispositif novateur de relevé automatisé des compteurs à distance. La société SUEZ s'appuiera sur sa filiale Dolce Ô Service, société dédiée au déploiement des récepteurs et propriétaire du réseau de récepteurs.

La Ville de Montivilliers a été sollicitée pour implanter ces récepteurs de télé-relève sur deux de ses bâtiments publics :

- Gymnase Jean Prévost
- Stade Jules Tauvel

La convention proposée précise les conditions dans lesquelles le récepteur et son antenne seront installés et entretenus par Dolce Ô Service sur les bâtiments publics.

La convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties, pour une durée de 15 ans.

L'autorisation d'occupation de bâtiments publics est soumise à une compensation financière pour la Ville de Montivilliers à hauteur de 50€ par équipement et par an pour la consommation électrique et l'indemnité d'occupation.

L'indemnité d'occupation sera versée annuellement sur facture.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la convention relative à la pose d'un récepteur de télé-relève sur le toit de bâtiments publics,

CONSIDÉRANT

- que la Ville de Montivilliers a été sollicitée par la société SUEZ (filiale Dolce Ô Service) afin d'implanter un dispositif novateur de relevé automatisé des compteurs à distance ;
- que le Gymnase Jean Prévost et le Stade Jules Tauvel sont concernés par cette implantation ;
- que cette implantation nécessite une autorisation d'occupation des bâtiments publics concernés ;
- que la convention proposée précise les conditions dans lesquelles le récepteur et son antenne seront installés par Dolce Ô Service, ainsi que les conditions de l'autorisation d'occupation des sites concernés ;
- qu'il est nécessaire de se prononcer sur cette convention avant la mise en place des récepteurs,

La commission municipale n°5, Cadre de Vie et Espaces Publics réunie le 27 juin 2023, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Yannick LE COQ**, Adjoint au Maire en charge du Cadre de vie, des Bâtiments, des Travaux, des Risques majeurs et des Espaces publics ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'accepter la pose de récepteur sur les bâtiments publics de la Commune de Montivilliers,
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant à signer tout acte se rapportant à la présente délibération ;

Imputation budgétaire

Exercice

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 7038

Montant de la recette : 100 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Envoyé en préfecture le 07/07/2023

Reçu en préfecture le 07/07/2023

Publié le



ID : 076-217604479-20230705-M_DL230703_116-DE